



Mme Elisabeth BORNE, Ministre du Travail

Copie : - Mr Gaëtan RUDANT, DRIETS Ile-de-France

- Mr Eloy DORADO – RUD 93

- Mr Jacques WITKOWSKI, Préfet de Seine-Saint-Denis.

Bobigny le, 25 août 2021.

Madame La Ministre,

Nos organisations vous ont saisi le 12 avril dernier pour dénoncer l'abandon du service public de l'inspection du travail en Seine-Saint-Denis et apporter leur soutien aux agent.e.s de ce service qui ont décidé collectivement de cesser de palier le désengagement de l'Etat. Depuis notre alerte, la situation n'a fait qu'empirer, puisque ce sont aujourd'hui 11 sections d'inspection qui sont vacantes dans le département, soit plus de 20% des postes. Plus de 100 000 salarié.e.s sur les communes de Pantin, Aubervilliers, Bobigny, Bondy, Drancy, Le Blanc-Mesnil, Saint-Denis, Montreuil, Les Lilas, ainsi que sur la plate-forme aéroportuaire de Roissy, n'ont plus d'agent.e de contrôle attribué.e.

Les déclarations de Messieurs VILBOEUF (Directeur Général du Travail Adjoint), BERNARD (Directeur des Ressources Humaines) et RUDANT (Directeur Ile de France) lors de notre entrevue à la Direction Générale du Travail le 3 juin 2021 n'ont malheureusement laissé entrevoir aucune solution. En effet, vos représentant.e.s nous ont annoncé 300 recrutements au plan national sur les trois prochaines années. Mais, sur la même période, vos propres services anticipent plus de 460 départs en retraite. Vous prévoyez donc le non remplacement d'un.e inspecteur.trice du travail sur trois, ce qui ne pourra qu'aggraver la situation déjà critique dans notre département. Les prochaines entrées en fonction d'inspecteurs et d'inspectrices du travail n'auront lieu que dans un an, et couvriront à peine le tiers des besoins en Ile de France.

Nous avons donc demandé à l'occasion de la rencontre du 3 juin à ce que votre ministère s'engage très rapidement sur une augmentation des recrutements, afin qu'à minima tous les postes vacants soient pourvus, et avons mis en garde vos représentant.e.s contre toute tentative de culpabilisation et de représailles vis-à-vis des agent.e.s mobilisé.e.s : si le service dû aux usager.e.s ne peut plus être rendu, c'est la faute aux politiques d'austérité menées par votre gouvernement et ses prédécesseurs !

Nous venons pourtant d'être informé.e.s que les inspecteurs et inspectrices du travail de notre département, et notamment huit d'entre eux/elles nommément visé.e.s, ont reçu de leur responsable départemental un courrier les menaçant de sanctions disciplinaires du fait du non traitement de demandes d'autorisation de licenciement de salariés protégés. Outre que seule la demande patronale semble ainsi mériter votre considération, nos organisations s'opposent fermement à ces méthodes d'intimidation, d'autant plus que votre encadrement est incapable d'apporter une réponse de fond au problème des intérim.s structurels qui est connu et reconnu.

Nous exigeons le retrait des courriers précités et l'engagement qu'aucune mesure disciplinaire ne sera prise. Nous demandons à ce qu'enfin des réponses soient apportées quant aux moyens alloués au service public de l'inspection du travail en Seine-Saint-Denis. Nous continuerons à soutenir la mobilisation des agent.e.s de Seine-Saint-Denis jusqu'à l'obtention des recrutements nécessaires.

Dans l'attente, nous vous prions de recevoir, Madame la Ministre, l'assurance de toute notre considération.

Hervé Ossant
Secrétaire Général
de l'UD CGT 93

Réza Painchan
Secrétaire Général
de l'UD FO 93

Raphaël Breton
Secrétaire Général
de l'UD CFDT 93

Claire Gensac
Co-Secrétaire
de l'UD Solidaires 93

Gisèle Tirel-Nehou
Présidente
de l'UD CFE-CGC 93

Karim Bacha
Co-Secrétaire
de la FSU 93

Stéphane Gautherin
Président
de l'UD CFTC 93

Véronique Binder
Secrétaire Générale
De l'UNSA 93